

*Questions orales*

**L'hon. Allan J. MacEachen (premier ministre suppléant):** Le député sait déjà, je pense, que le solliciteur général a l'intention de prononcer une déclaration à ce sujet dès que la sentence aura été prononcée, cette semaine ou la semaine prochaine. Je signalerai donc au ministre les renseignements supplémentaires que le député aimerait connaître et je lui proposerai de les inclure dans la déclaration. Entretemps, je n'ai rien à ajouter là-dessus.

L'ENTRÉE AVEC EFFRACTION DANS LES BUREAUX DE JAMES, LEWIS AND SAMUEL—DEMANDE DE DÉCLARATION DU MINISTRE

**M. Ray Hnatyshyn (Saskatoon-Biggar):** Lorsque le premier ministre suppléant discutera de la question avec le solliciteur général—et peut-être répondra-t-il maintenant à la question—pourrait-il lui demander si, dans sa déclaration à la Chambre concernant la participation de la GRC à cette entrée par effraction, le solliciteur général fera état de celle qui a eu lieu dans les bureaux de James, Lewis and Samuel, une maison d'édition, au cours de laquelle des documents ont été volés? Le premier ministre suppléant peut-il nous promettre que, dans sa déclaration du 9 juin, le solliciteur général parlera aussi de cet incident?

**L'hon. Allan J. MacEachen (premier ministre suppléant):** Je vais discuter de la déclaration avec le ministre et je veillerai à ce qu'elle soit aussi complète que possible, comme c'est sûrement son intention.

L'ENTRÉE AVEC EFFRACTION À L'AGENCE DE PRESSE LIBRE—L'OPPORTUNITÉ DE LA PRÉSENCE DE L'ANCIEN MINISTRE AU MOMENT DE LA DÉCLARATION

**M. Ray Hnatyshyn (Saskatoon-Biggar):** Monsieur l'Orateur, une dernière question supplémentaire. Comme le ministre des Approvisionnements et Services a remis un communiqué à la presse, même si le solliciteur général devait en faire une—il a décidé de son propre chef de faire une déclaration et de quitter le pays—et que cet incident semble se rapprocher beaucoup d'un autre survenu il y a environ deux ans, alors que le ministre des Approvisionnements et Services a reproché à son personnel de lui cacher des renseignements, j'aimerais savoir si le premier ministre suppléant va faire promettre au ministre des Approvisionnements et Services de faire une déclaration à la Chambre et de répondre aux questions sur cette affaire très importante, pour que nous puissions l'interroger eu même temps que le solliciteur général?

**L'hon. Allan J. MacEachen (premier ministre suppléant):** Monsieur l'Orateur, c'est au solliciteur général qu'il revient de rendre compte à la Chambre de ces questions et il le fera de la façon habituelle.

[M. Hnatyshyn.]

**L'ÉNERGIE**

L'INEFFICACITÉ DES PROGRAMMES D'ÉCONOMIE ATTRIBUÉE PAR M. BROOKS AUX LENTEURS BUREAUCRATIQUES—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**M. Joe Clark (chef de l'opposition):** Monsieur l'Orateur, maintenant que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources est arrivé, je voudrais lui poser une question concernant les déclarations publiées dans le *Toronto Star*, de M. David Brooks, bien connu du ministre en tant que spécialiste en matière d'économie d'énergie au Canada. M. Brooks a affirmé que la lenteur bureaucratique retarde la mise sur pied de bons programmes efficaces d'économie d'énergie au Canada. Le ministre pourrait-il dire en toute simplicité à la Chambre s'il accepte cette critique grave de M. Brooks et s'il a l'intention de modifier la politique gouvernementale afin de remédier à ces inconvénients pour tenir compte du caractère pressant qui se dégage de l'article de M. Brooks.

**L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Monsieur l'Orateur, je conviens avec le chef de l'opposition que M. Brooks est un expert éminent en matière d'économie d'énergie. En écrivant cela, il exprimait, à mon avis, les frustrations d'un groupe de personnes, peu nombreuses mais fort efficaces, qui n'ont pas pu faire aboutir leurs suggestions plus rapidement que toutes les autres demandes dont doit s'occuper ce très gros ministère.

J'estime qu'en outre il est très clair que l'objectif que s'était fixé le gouvernement dans sa stratégie énergétique, il y a un an, soit de réduire la hausse de la consommation d'énergie à moins de 3.5 p. 100—et c'est peut-être ce qui explique son sentiment d'irritation—puis à 2 p. 100, que j'ai interprété comme un taux de croissance nul par habitant en 1985, est un objectif souhaitable bien qu'il reste aux économistes à prouver qu'il est réalisable. M. Brooks conviendra avec moi, je crois, qu'il importe avant d'adopter un pareil objectif, que nous connaissions avec certitude toutes ses conséquences sans aucun doute sur la réalisation. D'après moi, et cela, je l'ai déjà signalé, nous devrions pouvoir nous rapprocher, sinon atteindre, un taux d'augmentation nul, par habitant, de consommation d'énergie en 1985.

LES CAUSES DE L'ABSENCE DE SUITE AUX ENGAGEMENTS RELATIFS AUX PROGRAMMES D'ÉCONOMIE

**M. Joe Clark (chef de l'opposition):** Monsieur l'Orateur, les vues personnelles du ministre n'ont rien à voir ici puisqu'il vient tout juste de reconnaître que la préoccupation de M. Brooks est due au fait que l'économie d'énergie n'occupe pas dans l'ordre des priorités la place qu'elle devrait, si bien que M. Brooks a préféré tout quitter.